

### 3 Revenu et épargne des ménages

**E**n 2017, le revenu disponible brut (RDB) des ménages augmente de 2,6 % en valeur, après + 1,7 % en 2016. Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale rebondit (+ 1,3 %) après avoir baissé en 2016 (- 0,1 %), si bien que le pouvoir d'achat du revenu disponible ralenti (+ 1,3 % contre + 1,8 % en 2016). Cette évolution est mesurée sur l'ensemble des ménages. Compte tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel (pouvoir d'achat par unité de consommation) progresse de seulement 0,7 %.

La progression du RDB de 2,6 % est principalement imputable aux revenus nets d'activité (contribution de + 1,6 point), ce qui est le cas depuis 2015. Pour la première fois depuis 2011, les revenus du patrimoine contribuent significativement à la hausse du RDB (+ 0,8 point). Les prestations sociales en espèces y contribuent également mais dans une moindre mesure (+ 0,6 point). Comme les années précédentes, les impôts courants (- 0,4 point) pèsent négativement sur le RDB.

Les salaires nets perçus par les ménages progressent, en valeur, plus vite qu'en 2016 (+ 3,0 % après + 1,8 % en 2015) tant en raison de la meilleure tenue de l'emploi salarié (+ 1,2 % après + 0,8 %) que d'une croissance plus forte du salaire net moyen par tête (+ 1,8 % après + 1,0 %). Après trois années de progression, le revenu mixte net des entrepreneurs individuels fléchit légèrement (- 0,1 %) dans un contexte où leurs cotisations sociales augmentent à nouveau (+ 1,2 %) après deux années de baisse.

Les prestations sociales en espèces reçues par les ménages progressent au même rythme qu'en 2016 (+ 1,9 % contre + 1,8 % en 2016), mais en termes réels elles fléchissent nettement. En particulier, les dépenses d'indemnisation du chômage décélèrent sous l'effet du ralentissement du nombre de chômeurs et d'une baisse du taux de couverture. En revanche, les prestations familiales et les dépenses d'assurance maladie accélèrent légèrement. Les prestations vieillesse augmentent au même rythme qu'en 2016.

Deux raisons principales expliquent la forte hausse des revenus du patrimoine des

ménages (+ 4,1 %). La première est le dynamisme des revenus tirés des loyers (réels et imputés) reçus par les ménages (+ 3,7 %), induit par la forte baisse de la consommation de services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) sur les crédits immobiliers. La seconde est liée à la forte augmentation des revenus tirés de leurs placements en assurance-vie (+ 10,3 % après trois années de baisse (- 15,9 % entre 2013 et 2016). Les dividendes perçus par les ménages progressent modérément (+ 1,4 %).

Après avoir constamment ralenti entre 2012 (+ 8,9 %) et 2016 (+ 1,0 %), les impôts courants sur le revenu et le patrimoine accélèrent (+ 2,3 %), tirés à la hausse par des recettes supplémentaires de CSG.

Alors que les ménages voient leur revenu disponible brut croître de 2,6 %, leurs dépenses de consommation finale augmentent de + 2,2 % en valeur. Après avoir atteint un niveau plancher en 2016 (13,9 %), le taux d'épargne remonte à 14,3 % en 2017.

Après quatre années de baisse entre 2011 et 2015 et un rebond en 2016 (+ 3,6 %), l'investissement des ménages (essentiellement en logement) progresse de façon spectaculaire (+ 7,2 %), si bien que leur taux d'épargne financière reste stable à un bas niveau (+ 4,4 %).

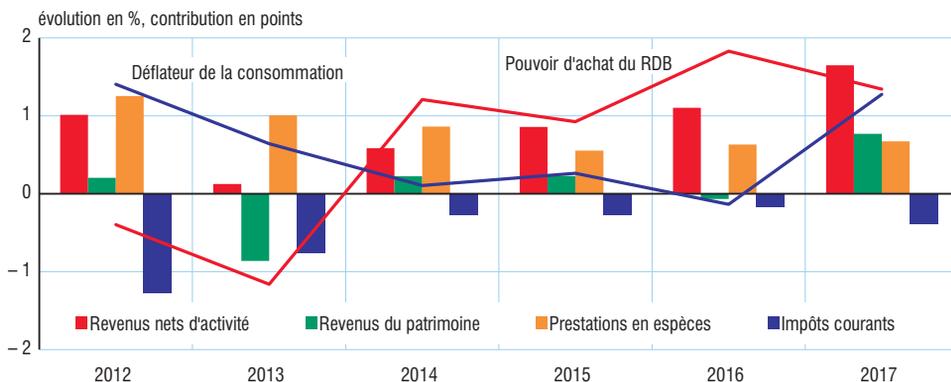
Le revenu disponible brut des ménages ne rend pas compte de l'ensemble des ressources dont ceux-ci disposent. En effet, au-delà de leurs dépenses de consommation, les ménages consomment également des biens et services dont le coût est pris en charge par la collectivité : éducation, santé, allocations logement, etc. Le **revenu disponible ajusté des ménages**, qui englobe ces dépenses, progresse en 2017 (comme en 2016) à un rythme légèrement inférieur au revenu disponible brut (+ 2,5 % contre + 2,6 %) après avoir été systématiquement plus dynamique de 2008 à 2015. Les transferts sociaux en nature augmentent en effet moins vite (+ 2,1 %) que le RDB, la progression étant comme ces dernières années plus forte pour la partie marchande (+ 2,5 %) que non marchande (+ 1,9 %). ■

#### Définitions

**Revenu disponible ajusté des ménages** : il est égal au revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature, contreparties des consommations individualisables incluses dans les dépenses des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

# Revenu et épargne des ménages 3

## 1. Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## 2. Revenu disponible brut des ménages

en %

	En milliards d'euros		Évolutions					
	2017	2011	2012	2013	2014	2015	2016	
Rémunération des salariés	1 216,2	2,9	2,3	1,6	1,6	1,5	1,7	3,0
Salaires et traitements bruts	890,3	2,3	2,0	1,3	1,2	1,7	1,9	3,1
Cotisations employeurs	325,8	4,5	3,0	2,3	2,7	0,9	1,0	2,9
Revenu mixte brut	121,4	0,3	0,6	-2,9	1,2	-0,4	0,6	0,2
Excédent brut d'exploitation	185,8	3,9	2,2	0,8	1,4	2,1	1,9	3,7
Revenus nets de la propriété	80,3	1,2	-1,1	-13,5	0,7	-0,8	-5,2	4,9
dont consommation finale de Sifim	7,8	4,1	-24,4	-14,2	-12,6	25,4	-12,2	39,4
<b>Revenus primaires</b>	<b>1 603,6</b>	<b>2,7</b>	<b>1,9</b>	<b>0,2</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>1,2</b>	<b>3,0</b>
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	226,7	5,4	8,9	4,9	1,7	1,7	1,0	2,3
Cotisations	484,9	3,2	3,3	3,0	2,8	1,2	1,3	3,0
dont cotisations salariales obligatoires	100,9	3,5	3,3	5,3	3,4	3,0	3,1	4,4
Prestations sociales en espèces	495,4	2,3	3,8	2,9	2,4	1,5	1,8	1,9
Transferts divers nets reçus	1,6	-9,0	-40,3	7,0	-21,8	-187,1	-356,2	-29,1
<b>Revenu disponible brut</b>	<b>1 389,0</b>	<b>2,0</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,5</b>	<b>1,3</b>	<b>1,2</b>	<b>1,7</b>	<b>2,6</b>
Transferts sociaux en nature	401,8	2,2	2,2	2,1	2,4	1,6	1,4	2,1
<b>Revenu disponible brut ajusté</b>	<b>1 790,8</b>	<b>2,0</b>	<b>1,3</b>	<b>0,1</b>	<b>1,6</b>	<b>1,3</b>	<b>1,6</b>	<b>2,5</b>
Consommation effective des ménages	1 592,8	2,4	1,2	1,4	1,2	1,7	1,8	2,2
<b>Épargne brute</b>	<b>198,0</b>	<b>-0,5</b>	<b>1,4</b>	<b>-9,5</b>	<b>4,1</b>	<b>-1,9</b>	<b>-0,0</b>	<b>5,0</b>
Formation brute de capital fixe	130,8	3,6	-0,6	-1,0	-1,0	-1,0	3,6	7,2
Impôts en capital	14,2	12,0	4,6	5,8	8,1	18,7	0,3	14,9
Autres opérations	8,0	-11,7	14,8	-19,1	-2,4	14,7	-20,9	61,1
<b>Capacité de financement</b>	<b>61,0</b>	<b>-8,3</b>	<b>5,2</b>	<b>-24,8</b>	<b>12,9</b>	<b>-5,4</b>	<b>-8,7</b>	<b>3,3</b>

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## 3. Principaux ratios

en %

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Rémunération nette / RDB - avant impôts	48,4	48,4	48,7	48,5	48,6	48,7	48,9
Excédent brut d'exploitation / RDB - avant impôts	11,2	11,2	11,3	11,3	11,3	11,4	11,5
Revenu mixte / RDB - avant impôts	8,3	8,2	7,9	7,9	7,8	7,7	7,5
Revenus de la propriété nets / RDB - avant impôts	6,4	6,2	5,3	5,3	5,2	4,9	5,0
Prestations sociales en espèces / RDB - avant impôts	29,1	29,6	30,4	30,7	30,8	30,9	30,7
Impôts sur le revenu / RDB avant impôts	12,6	13,4	14,0	14,1	14,1	14,1	14,0
Taux d'épargne (Épargne brute / RDB)	15,6	15,6	14,2	14,6	14,2	13,9	14,3
Taux d'épargne ajustée (Épargne brute / RDBA)	12,2	12,2	11,0	11,3	11,0	10,8	11,1
Taux d'épargne financière (Capacité de financement / RDB)	5,9	6,2	4,7	5,2	4,9	4,4	4,4

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.